Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Quand-le-doigt-montre-la-Colombie>

Quand le doigt montre la Colombie.

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : vendredi 23 février 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Maurice Lemoine

[Le Monde diplomatique](#). Paris, jeudi 22 février 2007.

Le 19 février, son frère Alvaro Araújo ayant été arrêté, accusé de liens avec les paramilitaires, et son père faisant l'objet d'investigations du même ordre, la ministre des affaires étrangères colombienne, Mme Maria Consuelo Araújo, a été contrainte à la démission. Décision spectaculaire, le président Alvaro Uribe l'a immédiatement remplacée par M. Fernando Araújo - aucun lien de parenté -, ministre du développement en 2000, ayant récemment accédé à la notoriété pour son évasion spectaculaire, le 31 décembre 2006, d'un campement des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) dont il était prisonnier depuis six années.

Que croyez-vous que firent nos gazettes ? Quand le doigt montre la Colombie, l'imbécile regarde le doigt. L'opération « rideau de fumée médiatique » du chef de l'Etat a parfaitement fonctionné. La majorité des médias ont titré sur cet étonnant nouveau ministre et ont largement développé l'histoire de sa vie. Pourquoi pas... Sauf qu'ils ont laissé largement dans l'ombre quelques détails qui auraient mérité d'être contés.

La démission de Mme Araújo n'est que le dernier des scandales qui accompagnent la pseudo démobilisation des paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC). Trente et un mille d'entre eux ont théoriquement abandonné les armes, après avoir multiplié les déplacements forcés, l'assassinat sélectif ou le massacre collectif d'opposants au gouvernement, les crimes contre l'humanité ; 75 % des crimes commis en Colombie leur sont attribués. Grâce au président Uribe, qui en est l'instigateur, la loi Justice et paix du 21 juin 2005 leur accorde une quasi impunité, la légalisation de leurs fortunes et une retraite dorée. A condition, toutefois, a décidé la Cour suprême de justice, d'« *avouer toute la vérité* ».

Une vérité quelque peu dérangeante pour l'*establecimiento*. Certains des dirigeants des milices d'extrême droite - ou des documents qui leur ont été saisis - commencent en effet à « parler ». A tel point que le directeur de la police politique, le département administratif de sécurité (DAS), M. Jorge Noguera, l'un des protégés du président Uribe, a été arrêté. Puis trois députés et sénateurs de la côte atlantique - MM. Alvaro García, Jairo Merlano et Erick Morris -, liés aux partis appuyant le chef de l'Etat. Puis, le 15 février, six autres congressistes, tout aussi fidèles soutiens du président, parmi lesquels le sénateur Alvaro Araújo Castro. D'où la démission de la ministre.

L'accumulation des révélations sur certains de ses proches, sur la pénétration de son courant politique par les milices d'extrême droite et sur leur influence - par le fer et par le feu - sur les résultats des dernières élections met en situation délicate le président Uribe, déjà, et depuis longtemps soupçonné de connivence avec eux : lorsqu'il était gouverneur du département d'Antioquia (1995-1997), et sous prétexte de lutter contre les guérillas, il a été le fervent promoteur des groupes d'autodéfense Convivir, qui ont ultérieurement rejoint les AUC.

Devant la contestation montante, M. Uribe, dès le 5 février, a pris les devants. Et ciblé l'adversaire. Les traitant de « *terroristes habillés en civil* », il a mis en cause les dirigeants du Pôle démocratique alternatif (PDA), parti de gauche légal qui a obtenu 22 % des voix lors de l'élection présidentielle du 28 mai 2006. A l'heure où de nouveaux groupes d'extrême droite apparaissent, qui soit ne se sont jamais démobilisés, soit reprennent du service après l'avoir fait, un véritable appel au crime... Dans les années 1980, un parti politique similaire, l'Union patriotique (UP), a été décimé - 3 000 morts - par les paramilitaires...

Mais pour l'appareil médiatique, l'important est ailleurs : « En Colombie, un ancien otage de la guérilla devient ministre des relations extérieures. »

Lire aussi :

Quand le doigt montre la Colombie.

- ▶ « [La Colombie d'Ingrid Betancourt](#) » (M. L.), avril 2006.
- ▶ « [Impunité pour les paramilitaires colombiens](#) », par Carlos Gutiérrez M., octobre 2005.
- ▶ « [Comment des milliers de militants ont été liquidés en Colombie](#) », par Iván Cepeda Castro et Claudia Girón Ortiz, mai 2005.